

Pour un Parlement européen constituant en 2024

A la veille d'une campagne cruciale pour l'élection en mai 2024 d'un Parlement européen que l'on voudrait audacieux et déterminé, il semble que l'Union des Fédéralistes Européens ait désormais ouvertement pris position « sur l'agenda de la Convention », laquelle reste toutefois jusqu'à présent une sorte d'« Objet Volant Non Identifié », en organisant le 27 septembre 2022 un webinaire dont le programme semble présenter la perspective prétendument « fédéraliste » de l'UEF, résumée à cette occasion par un ensemble restrictif de trois « propositions pour une Europe plus forte et démocratique » :

1. « la reconnaissance du **droit d'initiative directe du Parlement européen** en matière législative, et la reconnaissance du **plein droit de codécision du Parlement sur le budget de l'UE** »,
2. « le renforcement **des compétences et des pouvoirs de l'Union dans des domaines tels que** la santé, l'énergie et le changement climatique, la défense et les politiques sociales et économiques »,
3. « le passage de la règle de l'unanimité au **vote à la majorité qualifiée pour toutes les politiques européennes**, en étendant la procédure législative ordinaire ».

En elles-mêmes, ces trois propositions sont sans aucun doute valides mais, à elles seules, elles sont très insuffisantes. Les résultats de la Conférence sur l'avenir de l'Europe ne peuvent constituer un Saint Graal indépassable. Au risque de perdre sa raison d'être, l'UEF ne peut se contenter de commenter et de soutenir quelques ajustements à un processus intergouvernemental.

L'UEF a-t-elle renoncé à son militantisme fédéraliste ?

Si les objectifs de la campagne de l'UEF pour les élections européennes de 2024 se limitaient à cela, ce serait une lamentable forfaiture pour les militants fédéralistes.

Premièrement, parce que le 10 juillet à Bruxelles, le Comité fédéral de l'UEF a adopté une résolution présentée par sa Commission politique n° 3 (« Affaires étrangères et sécurité ») : « *Un État fédéral européen, condition préalable à une défense européenne efficace et à une responsabilité géopolitique continentale* », qui a le mérite d'être claire tant dans ses considérants que dans ses conclusions.

Deuxièmement, parce qu'en pratique et compte tenu de l'éventail actuel des majorités de gouvernement parmi les États membres, ils ont très peu de chances, voire aucune, d'être inclus dans une éventuelle réforme des traités par le biais d'une convention inévitablement soumise à révision par une conférence intergouvernementale : au moins 17 gouvernements s'opposent même à toute réforme des traités, sans parler de renoncer à leur veto de fait. **Avec le changement de majorité en Italie et en Suède, éventuellement aussi au Danemark, et malgré le résultat rassurant des élections en Lettonie, l'hypothèse qu'une Convention soit effectivement convoquée, bien que mentionnée par la présidente de la Commission européenne dans son discours sur l'État de l'Union européenne, et pour quoi faire exactement, devient de plus en plus évanescence, tandis que le silence d'Emmanuel Macron à ce sujet est frappant.**

Troisièmement, la commission des affaires constitutionnelles du Parlement européen a elle-même actuellement retiré le sujet de son ordre du jour, même si d'autres commissions prévoient de préparer leurs avis.

Un tel blocage n'a aucune chance d'être jamais résolu par un processus intergouvernemental

La pandémie de Covid-19 et ses conséquences, et maintenant les nombreuses et graves préoccupations relatives à la situation internationale avec la guerre, sur les plans de l'énergie, de l'économie, des affaires étrangères et de la défense, sans oublier l'environnement, ne pourraient mieux démontrer combien nos États nations sont encore trop visiblement divisés. Engagés dans une compétition déplacée, ils donnent, à l'extérieur comme à l'intérieur, une image d'hésitation et d'irrésolution, d'impréparation et d'incertitude. En un mot, ils sont faibles et les peuples d'Europe devraient en être terriblement inquiets.

L'invasion de l'Ukraine par la Russie constitue le dernier avertissement en date pour l'UE que notre environnement commun ne nous est pas béatement favorable en dépit de nos « valeurs » déclarées. Elle montre clairement que ce dont nous avons urgemment besoin maintenant, et nous UEF osons l'exprimer ouvertement et audacieusement, c'est d'un **État fédéral européen**, démocratique, protecteur et souverain. Nous assistons jour après jour à l'incapacité persistante et de plus en plus dramatique des gouvernements des États membres à mettre en place une véritable défense européenne, efficace et efficiente. À l'heure de la guerre cruelle et injuste imposée par la Russie à l'Ukraine, l'UE permet négligemment aux États-Unis d'Amérique de rester le seul bastion des démocraties, et leur arsenal, comme il y a plus de 80 ans. Nos propres capacités militaires ne sont même pas suffisantes pour assurer notre sûreté, voire notre propre sécurité si le besoin s'en fait sentir, et encore moins pour aider les autres. Notre base industrielle de défense est incapable d'augmenter suffisamment sa production.

La seule façon de surmonter cette situation est de s'en remettre au peuple européen, au *demos*, qui doit être appelé à décider et à mettre fin à la procrastination permanente.

Lors du Congrès international de la paix de 1849, il y a 173 ans, Victor Hugo a proposé de fonder « les États-Unis d'Europe » sur le modèle américain. Si cela avait été fait, cela aurait évité des millions de morts et de traumatismes. Le 9 mai 1950, il y a 72 ans, Schuman promettait une fédération européenne tout en proposant de la créer par un traité signé entre États, ce qui est incohérent et contradictoire. En 1984, il y a 38 ans !, sans avoir éprouvé le besoin d'en obtenir l'autorisation préalable, le Parlement européen, enfin élu au suffrage universel direct, a adopté par un vote légitime le projet de constitution d'Altiero Spinelli que, par la suite, les États membres ont refusé de ratifier.

L'heure n'est plus à la refonte des traités internationaux, et donc intergouvernementaux

Ils ont depuis longtemps largement prouvé leurs limites intrinsèques. Poursuivre dans cette voie, c'est accepter que l'Europe reste encore longtemps, très longtemps, en marge de l'Histoire, voire disparaisse du groupe de ceux qui comptent et qui la font.

Il est grand temps qu'aux institutions actuelles de l'UE, technocratiques, peu démocratiques et opaques, si maladroites dans la gestion des crises et incapables seules de nous garantir la paix, soit substitué un **État fédéral** capable de créer ce dont nous avons le plus besoin : une capacité européenne collective d'action politique et, soyons vraiment réalistes, militaire.

Un mouvement de militants comme l'UEF devrait réagir plus vigoureusement que jamais aux carences des gouvernements des États membres. Les diplomates, les partis politiques nationaux et les gouvernements ont des préoccupations, tempos et perspectives différents de ceux des militants fédéralistes. Ils ne pensent qu'à ce qu'ils jugent possible, souhaitable ou compatible avec leurs pro-

grammes politiques nationaux, et ils n'imaginent pas qu'une Europe fédérale puisse exister : NOUS CROYONS QU'ELLE DOIT ARRIVER ET QU'ELLE ARRIVERA ! Et nous ne devons pas nous résigner ou nous enfermer dans un prétendu pragmatisme sans fin et sans espoir qui tue l'utopie. C'est précisément ce que tous les membres du Groupe Spinelli présents cette année à Ventotene les 28, 29 et 30 août ont fermement défendu : une vraie constitution !

Ce n'est pas une énième réforme des traités que l'UEF doit exiger aujourd'hui, mais **une véritable Constitution**, et non un nouveau soi-disant "traité constitutionnel" (quel oxymore ahurissant !) comme en 2004. Une constitution ne peut jamais être établie par un traité international.

Un gouvernement, pas plus qu'un monarque, ne renonce jamais spontanément à son autorité, ni ne concède une constitution véritablement démocratique

C'est aux citoyens eux-mêmes qu'il appartient de s'en donner une et de s'établir ainsi comme un peuple uni. C'est ce que Daniel Cohn-Bendit et Guy Verhofstadt disaient déjà en 2012 dans leur livre¹ : « *L'émancipation des Européens "sera l'œuvre des citoyens eux-mêmes"* ».

C'est avec cet objectif d'**une véritable Constitution** que l'UEF doit fièrement faire campagne auprès des citoyens européens tout au long des 19 mois qui nous séparent des prochaines élections européennes.

L'UEF devrait commencer dès maintenant à travailler sur le rôle constituant du Parlement européen en 2024 en construisant une alliance d'innovateurs traversant les partis européens, tout en sachant qu'elle sera peut-être minoritaire, mais que les immobilistes seront également minoritaires et que celui qui finira par conquérir le « marais » au prochain Parlement européen l'emportera.

Le Parlement européen qui sera élu en 2024 doit dépasser la résolution ([P9_TA\(2022\)0244](#)) adoptée le 9 juin 2022 « sur la convocation d'une convention pour la révision des traités » et s'établir comme assemblée constituante, tout en impliquant largement d'autres représentants de la société civile dans ses travaux.

Et bien plus qu'aux États membres, il appartiendra aux citoyens-électeurs européens d'adopter démocratiquement le projet de constitution et de le ratifier. Les gouvernements des États membres sont démocratiquement légitimes chez eux, pas au niveau européen. Il est maintenant grand temps de recourir à la démocratie et de respecter le demos européen... c'est-à-dire ceux qui élisent librement leur Parlement.

Il ne sert à rien de continuer à se plaindre jour après jour de l'imperfection des institutions européennes et de leur manque de contrôle démocratique.

Trop de temps a été perdu. Les institutions ne sont pas parachevées, insistons pour qu'elles le soient sans plus tarder.

Dans son discours devant le Parlement européen le 25 octobre 1989, François Mitterrand insistait déjà « sur l'importance de l'union économique et monétaire, la future charte sociale et la

¹ « Debout l'Europe ! Manifeste pour une révolution post-nationale en Europe » (édition en anglais "For Europe! Manifesto for a post-national revolution in Europe")

construction d'une Europe politique face aux changements des pays de l'Est, la coopération avec ces derniers et plus particulièrement l'aide à la Pologne ». Il déclarait notamment : « Il nous faudra aller plus vite et **garantir la légitimité démocratique de nos décisions**. Cela ne se fera qu'avec **des institutions renouvelées**. On le voit, on le comprend, l'Union économique et monétaire signifiera qu'un pas décisif aura été accompli en vue de l'objectif qu'il faut bien désigner, **l'union politique de la Communauté** ». Le président français refusa cependant l'union politique proposée par le chancelier Kohl, alors même que ce dernier lui avait expliqué, en vain, que le fédéralisme était la seule forme pertinente d'intégration politique supranationale. « Cela aurait comblé nos fractures internes, nous aurait apporté le partage d'un destin commun, un destin qui implique des responsabilités communes en matière de défense et de sécurité », selon le général Henri Bentégeat².

Let us stop moping around again and again in fear of differential integration: this is indeed what already exists in many areas. Europe must gain confidence in itself. Repeated polls suggest that in most Member States if not all, a high percentage, and in many a clear majority of European citizens are in favour of a federal Europe.

Cessons de nous morfondre encore et encore dans la crainte d'une intégration différentielle : c'est en effet ce qui existe déjà dans de nombreux domaines. L'Europe doit prendre confiance en elle-même. Des sondages répétés suggèrent que **dans la plupart des États membres, si ce n'est tous, un pourcentage élevé, et dans beaucoup une nette majorité de citoyens européens sont favorables à une Europe fédérale**.

Ne renions pas nos convictions fédéralistes profondes au profit d'un simple intérêt pour les différentes politiques poursuivies par l'UE dans l'état intergouvernemental actuel de ses institutions.

2 novembre 2022

Premier signataires :

Pier Virgilio DASTOLI, Jean MARSIA, François MENNERAT, Michele CIAVARINI AZZI (au nom de l'UEF Belgium), Catherine VIEILLEDENT, Ivo KAPLAN, Christopher GLÜCK, Francesco FRANCO, Sebastiano PUTOTO, Giorgio CLAROTTI, Hervé MORITZ, Νίκος ΓΙΑΝΝ'ΗΣ (Nikos YANNIS), Alain CALMES, George KOLYVAS,

Si vous aussi souhaitez marquer votre approbation à cette prise de position en faveur d'un débat sur les objectifs qui doivent inspirer la campagne pour l'élection européenne de 2024 et vous y associer, vous pouvez signer ci-après.

https://docs.google.com/forms/d/1mw1rveXL_VosADNG_-YiiEuOhG9sVdtuInTsAJJoBt8/edit.

Merci.

² Voir Henri Bentégeat, "Quelles aspirations pour la défense européenne ?" in Álvaro de Vasconcelos (ed.), *Quelle défense européenne en 2020 ?* Paris, IESUE, 3^e édition.